

25 novembre

Feuilleton des Pétitions, n° 5

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

5^e FEUILLETON.

Vendredi 25 novembre 1831, la commission des pétitions de novembre fera son rapport sur les pétitions suivantes :

(M. de le Haye, rapporteur.)

N^o 111. (Par pétition du 14 novembre 1831.)

Le nommé Baron André, volontaire à la compagnie des Amis du Peuple, réclame la somme de 45 francs accordée à chaque blessé.

N^o 112. (Par pétition du 14 novembre 1831.)

Plusieurs distillateurs de Bruges réclament contre l'impôt excessif sur les distilleries. Ils joignent à leur requête un mémoire détaillé relatif aux distilleries.

N^o 113. (Par pétition du 7 novembre 1831.)

Le sieur E. Jacques, sous-lieutenant de la 7^e compagnie du 1^{er} bataillon de la garde civique de Bruges, se plaint de ce que le colonel chargé de l'organisation du premier ban ait supprimé sa compagnie, en l'incorporant à la 3^e du même bataillon.

Il se plaint aussi de vexations et d'un emprisonnement, résultat d'une mesure qu'il dit inconstitutionnelle.

N^o 114. (Par pétition du 14 novembre 1831.)

Le nommé Willems réclame contre les dispositions de la loi de 1822 sur les sels. Il présente un mémoire à l'appui de sa demande.

N° 115. (Par pétition du 10 novembre 1831.)

Le sieur François Grenier réclame l'exécution de la loi du 24 décembre 1829, relative à l'exemption de l'accise sur le sel destiné à l'engrais des terres, etc.

N° 116. (Par pétition du 13 novembre 1831.)

Le sieur Cabooter demande qu'il soit interdit au ministre d'accorder encore à l'avenir, et à la charge du trésor, le versement de la somme qui est accordée de toute notoriété, aux instituteurs et aux maîtres d'école.

En d'autres termes, le pétitionnaire demande qu'il ne soit plus accordé, dans les communes et à leurs frais, des pensions, logement, etc., aux instituteurs: l'enseignement étant libre, il est illégal de faire supporter ces frais aux contribuables.

N° 117. (Par pétition du 12 novembre 1831.)

Le sieur Balleux, commis-greffier au tribunal de Dinant, demande que le traitement des commis-greffiers près les tribunaux de 1^{re} instance soit porté à 750 florins annuellement.

N° 118. (Par pétition du 12 novembre 1831.)

Le sieur Dubois, professeur émérite à l'athénée de Tournay, demande une pension de 520 fl., à raison de l'ancienneté de ses services et de l'infirmité grave qui l'empêche de continuer ses fonctions.

N° 119. (Par pétition du 11 novembre 1831.)

Le sieur Drochma signale quelques irrégularités dans le budget du ministère des finances.

N° 120. (Par pétition du 8 novembre 1831.)

Le sieur E. Ferat prie la Chambre de vouloir inviter avec instance le ministre de la justice de tenir la main à ce que le juge-de-peace d'Ardoye remplisse ponctuellement et avec probité sa charge, et qu'à l'avenir il n'outrepasse plus les lois.

N° 121. (Par pétition datée du 15 novembre 1831.)

Le sieur N. Welter se plaint d'une arrestation arbitraire, opérée sur sa personne, pour laquelle il demande que vous punissiez M. Lemaire, procureur du roi à Bruxelles, et que vous lui ordonniez qu'il produise les pièces authentiques du jugement.

N° 122. (Par pétition du 16 novembre 1831.)

Le sieur H. Bosdevex demande à participer aux secours du gouvernement pour les pertes qu'il a essuyées lors de la dévastation de sa fabrique, au mois d'août 1830.

N° 123. (Par pétition *sans date*.)

Plusieurs officiers de divers corps tirailleurs francs demandent à jouir du droit qu'ils ont acquis à l'indemnité de trois mois de solde et à la mise en non-activité.

N° 124. (Par pétition du 16 novembre 1831.)

Le sieur Stas réclame une indemnité proportionnée, jusqu'à concurrence de la moitié, aux pertes qu'il a essuyées lors des dévastations du mois de septembre 1830.

N° 125. (Par pétition du 16 novembre 1831.)

Le sieur Patrous demande à la Chambre d'ordonner la recherche de son projet de loi sur la *tolérance*, adressé au congrès national, et d'en ordonner la publicité.

N° 126. (Par pétition du 13 novembre 1831.)

Le sieur Glorieux soumet à la Chambre la question, si les individus professant le culte israélite sont fondés en droit constitutionnel belge à réclamer des allocations de l'État pour les frais de leur culte.

N° 127. (Par pétition du 12 novembre 1831.)

Le sieur Fr. Hebbelinck, ex-employé des douanes à

Waerneton soumet à la Chambre de nouvelles réflexions à l'appui de la pétition qu'il a adressée au congrès national, avant qu'elle ne fasse l'objet de ses délibérations.

N° 128. (Par pétition du 16 novembre 1831.)

Le sieur Malherbe demande l'autorisation d'expédier en France le surcroît de la fabrication d'armes de guerre.

N° 129. (Par pétition du 17 novembre 1831.)

Le sieur Geeraert, fermier de barrières, se plaint de ce que le droit lui est refusé pour les chariots chargés d'engrais.

N° 130. (Par pétition du 17 novembre 1831.)

Le sieur De Lecluse, père, soumet à la Chambre deux projets de loi, tendant à relever nos manufactures, à étendre notre navigation marchande et à construire une flotte de guerre propre à protéger nos relations extérieures.

N° 131. (Par pétition du 12 novembre 1831.)

Plusieurs habitans de l'arrondissement de Ruremonde, jouissant de pensions ou traitemens d'attente, se plaignent de n'avoir pu encore toucher le montant du 1^{er} semestre de l'année courante.

N° 132. (Par pétition du 16 novembre 1831.)

Le sieur G. Plumier, réclame contre le projet d'impôt sur la distillation de fécule de pommes de terre, qu'il dit être trop élevé.

N° 133. (Par pétition du 12 novembre 1831.)

La fabrique de l'église succursale de Barvaux Condron, réclame le renvoi en possession d'un bien non-yendu chargé de services religieux.